

## Motion de l'AG de grévistes du 10 novembre 2020

Devant l'urgence de maintenir les écoles ouvertes et face à un ministre qui les met en péril, 5 fédérations syndicales de l'enseignement (FSU, FO, SUD Education, CGT et SNALC) ont appelé ensemble à une journée de grève ce mardi 10 novembre.

Les enseignants et AESH grévistes réunis le 10 novembre en AG intersyndicale en visioconférence avec le SNUDI-FO, le SNUIPP FSU CGT Educ'Action et SUD Education constatent l'évolution de l'épidémie de COVID-19 et du protocole sanitaire national publié à la veille de cette rentrée pour les établissements scolaires.

Les personnels réunis constatent que :

- M. Blanquer et tous les échelons de notre hiérarchie sont toujours dépassés par les événements et la cacophonie permanente de notre ministère génère stress, fatigue, angoisse, exaspération, et crée un climat anxiogène. Y a-t-il encore un pilote dans l'avion ?
- C'est l'incurie du gouvernement à gérer cette crise, cumulée à l'état de nos services publics - en particulier les hôpitaux et les écoles - qui nous amène à cette situation ! (100.000 lits d'hôpitaux ont été fermés en France depuis 20 ans et le gouvernement Macron a déjà supprimé 7500 lits). Des hôpitaux continuent d'être fermés (Hôtel Dieu de Paris et Garches par exemple).
- Depuis la « première vague » du printemps dernier, rien n'a été anticipé. À titre d'exemples, il manque des postes de PE, la liste complémentaire n'est pas ouverte dans notre département, les postes de remplaçants manquent, les enfants en situation de handicap ne bénéficient pas d'un accompagnement à hauteur de leur notification. Les personnels RASED ou UPE2A sont appelés à remplacer les enseignants absents. Des pressions sont exercées sur les personnels vulnérables. Ils doivent pouvoir être placés en télétravail ou Autorisation Spéciale d'Absence.
- Le protocole sanitaire est totalement insuffisant en matière de mesure de protection. Une nouvelle fois, en agissant ainsi, le Ministre veut se dédouaner en faisant porter toute la responsabilité des conditions sanitaires d'accueil sur les épaules des enseignants, et des directeurs en premier lieu !
- Le brassage des élèves est simplement limité et aucun dédoublement des classes n'est prévu à ce jour. En cas d'absence d'un enseignant, les élèves sont répartis dans les autres classes. Il est difficile d'éviter le brassage dans le cadre des différents temps périscolaires.
- Toutes les conditions de sécurité sanitaire individuelles et collectives ne sont pas réunies (absence de masques à usage sanitaire pour les adultes, pas de dépistage prévu, pas de gel hydroalcoolique...).
- Notre responsabilité pénale en cas de problème lié au non-respect du protocole ministériel est engagée.
- Aucun enseignant, AESH ou ATSEM n'est formé à la mise en œuvre d'un tel protocole (la distribution de fiches, de FAQ ou la lecture du protocole ne sauraient se substituer à une réelle formation). La communication du ministère ne passe plus par la voie hiérarchique habituelle et les personnels reçoivent aujourd'hui les informations qui les concernent par les médias.

De nombreux enseignants, AESH et personnels territoriaux sont en grève aujourd'hui dans les écoles du département (avec plusieurs écoles fermées) pour dénoncer :

- La mise en danger des personnels, de leurs élèves et de leurs familles;

- La responsabilité de l'application du protocole sanitaire;
- Les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader : classes surchargées, injonctions contradictoires de la hiérarchie ;
- La surcharge de stress et de travail engendrée par la gestion de la crise sanitaire (succession de protocoles) et du plan Vigipirate ;
- L'absence de dialogue social, de réponses de la part de la hiérarchie et le mépris généralisé ;

Ils mandatent leurs syndicats pour exiger :

- Le dédoublement des classes pour limiter les risques de contagion ;
- Le dépistage systématique de tous les personnels et élèves ;
- La mise à disposition gratuite et en nombre de masques FFP1 pour tous et de masques FFP2 pour les personnels vulnérables ou exposés ;
- Le recrutement en urgence d'enseignants et d'AESH titulaires pour le département ;
- Le recrutement immédiat de médecins de prévention en nombre suffisant ;
- Le recrutement immédiat de médecins scolaires ;
- La reconnaissance de la COVID 19 comme maladie professionnelle ;
- L'abrogation du jour de carence et le remboursement des jours de carence pour tous les personnels placés en CMO depuis la rentrée scolaire ;
- La transparence sur les contaminations en milieu scolaire ;
- L'ouverture de véritables négociations sur les salaires afin de rattraper la perte de pouvoir d'achat engendrée par le gel du point d'indice (22%), et sans contrepartie
- L'adaptation des animations pédagogiques et de leur contenu à la situation sanitaire
- La non réquisition des personnels RASED et UPE2A pour le remplacement des enseignants absents
- La liberté pédagogique pour organiser la prise en charge des élèves à besoins particuliers

Les enseignants et AESH réunis en visioconférence le mardi 10 novembre appellent leurs collègues à se réunir pour discuter de la suite à donner à ce mouvement.

Motion adoptée à l'unanimité